

Initiative Indecosa 37 : « Précarité énergétique »

22 septembre 2016

Les acteurs de la lutte contre la précarité énergétique se sont rencontrés

**INDECOSA-CGT, INDECOSA-CGT 37,
FUD-CGT 37 et la FNME-CGT**
regroupent une partie d'habitants

La précarité énegetique : un défi à relever

Judi 22 septembre 2016 à Tours (St Avertin)

**Actualité traitée par le Secrétaire Général du Union
Départementale CGT de l'Indre et Loire**

10 - État des lieux de la précarité énegetique

- Une situation préoccupante : analyse chiffrée du nombre de ménages touchés par le phénomène (Comparaison chiffres officiels et ceux de la CGT)
- La précarité énegetique : un facteur d'exclusion relative (Rapport INDECOSA-CGT)
- La précarité énegetique : un phénomène persistant (Chiffres France, rapport de l'INSEE, Dail à l'énergie SGE 14/15)
- Conséquences sociales et sociales de la précarité énegetique (le manque de chaleur dans l'habitat particulièrement précaires âgés...) (Rapport de l'AFB)

12 à 14h : Déjeuner (Belle)

14h - Quelles sont les mesures prises pour y remédier ? Sont-elles suffisantes ?

- La rénovation thermique dans le bâtiment (un bailleur social les aides des pouvoirs publics répondent-elles suffisamment aux besoins)
- L'accompagnement des ménages en difficulté (Jean-François Hénault, SGE Fautin 37)
- Suppression des tarifs sociaux, mise en place du chèque énergie : les conséquences à terme pour les usagers (Jeanne Guénelon, FNME-CGT)
- Comment mieux connaître la précarité énegetique en termes de politiques

Cette soirée de la journée : Merci à tous ! Présence INDECOSA-CGT

17h - Fin des travaux



**INDECOSA-CGT et la
Maison des Syndicats
Fait tout à l'énergie (CGT)**

**Participants
100 personnes**

**Adress
UD-CGT 37
Maison des Syndicats
18, rue de l'Énergie
37000 SAINT-AVERTIN**

**Les CGT de l'Indre et Loire ont
été en charge de cette
soirée pour une journée de
la CGT et INDECOSA-CGT**



**INDECOSA-CGT
une initiative de la
départementale 37**

Cet été, en prévision de la journée du 22 septembre, In Magazine, le journal d'INDECOSA-CGT, publiait un dossier sur la précarité énegetique. Ce jour, à

Saint-Avertin, c'est une centaine personnes qui échangeaient sur la question. À l'invitation d'Indecosa-CGT 37 et accueillis par l'UD-CGT 37, les militants se sont retrouvés dans la maison des syndicats.

Après un état des lieux détaillés de la précarité énergétique, présenté par Valérie Goncalves, les chiffres firent place aux faits avec le témoignage de Sylvie Boulier de l'association Droit à l'énergie. Une expérience de terrain qui donnait à voir le mal-logement, les coupures d'électricité, la cuisine à la bougie, les aides difficiles à obtenir... Autant de drames aboutissant au déclassement social des personnes concernées. « *Une conséquence du laminage du service public* » résumait Sylvie Boulier.

L'après-midi, un autre homme du terrain, « *confronté aux familles ployant sous le poids de factures d'énergie inacceptables* », Alain Monod-Broca de l'association SOS Famille Emmaüs 37 complétait le sombre tableau. Pointant le système vicieux par lequel les opérateurs compliquent encore la vie des personnes en difficulté, le militant associatif établissait le lien entre précarité énergétique et habitat inadapté.

Toujours dans le cadre de l'état des lieux, Patrick Gachet, directeur technique de l'Agence locale de l'énergie, soulignait la difficulté de « *détecter* » les ménages en situation de précarité énergétique et, surtout, ceux ne l'étant pas encore mais tellement fragile, habitant un logement tellement peu propice « *qu'un grain de sable pourrait faire les y faire basculer* ».

Puis Patrick Gachet continuait en alignant les conséquences sanitaires de la précarité énergétique : des pathologies respiratoires ou dermatologiques, mais aussi de véritables troubles psychologiques sans parler des difficultés scolaires des enfants.

Arnaud Faucon, membre du bureau d'Indecosa-CGT, précisait notamment en évoquant les modes de chauffage de fortune utilisés par les familles pour lutter contre le froid, qu'avec une centaine de décès par an, l'intoxication au monoxyde de carbone est en France la première cause de mortalité par intoxication accidentelle.

Le traitement des moyens de combattre la précarité énergétique n'aurait pas été aussi complet sans l'intervention de Nathalie Bertin, directrice du bailleur social Touraine Logement. La directrice et le responsable de la maintenance et

de la réhabilitation exposèrent leur démarche de bailleur en matière de lutte contre les factures trop élevées. Nathalie Bertin soulignant, « *ce qui compte pour un locataire n'est pas tant le coût de son loyer, mais le coût global de sa quittance, c'est à dire, son loyer plus les charges.* » La rénovation et la réhabilitation des logements sont souvent les meilleurs moyens de faire baisser les étiquettes énergétiques des bâtiments à condition qu'elles soient bien menées, selon une logique globale et non morcelée, et en dépit de normes parfois contreproductives.

Jacques Josselon, élu Front de gauche de Chambray-les-Tours, insista sur le rôle des élus de proximité qui œuvre à l'échelle de la commune, sur le terrain.

Enfin les participants présents dans la salle apportèrent de nombreux témoignages et réflexions. Ainsi furent notamment abordés le Chèque énergie, le Fonds solidarité pour le logement (FSL) et les tarifs réglementés, le lien entre surendettement et précarité énergétique, la trêve hivernale, les difficultés d'une rénovation réussie, et, enfin, le besoin et les moyens à mobiliser pour porter ensemble les revendications de la CGT. Celle-ci furent finalement listées ainsi : la défense de la péréquation tarifaire, une TVA sur les fournitures d'énergie à 5%, une réévaluation des tarifs sociaux, le refus du Chèque énergie et la création d'un grand service public de l'énergie et du logement.

Un programme que ne démentait pas Martine Sellier, présidente d'Indecosa-CGT, dans ses conclusions.

Initiative de l'Indecosa 37 - 22 septembre 2016 - Tours